Pierre FOURNIER
Sociologue, département de science politique, UQAM
Yves Bélanger et Claude Painchaud
(1978)

“Le Parti québécois: politiques économiques et nature de classe”

Un document produit en version numérique par Jean-Marie Tremblay, bénévole,
professeur de sociologie au Cégep de Chicoutimi
Courriel: jmt_sociologue@videotron.ca
Site web: <http://www.uqac.ca/jmt-sociologue/>

Dans le cadre de la collection: "Les classiques des sciences sociales"
Site web: http://www.uqac.ca/Classiques_des_sciences_sociales/

Une collection développée en collaboration avec la Bibliothèque
Paul-Émile-Boulet de l'Université du Québec à Chicoutimi
Site web: <http://bibliotheque.uqac.quebec.ca/index.htm>

Cette édition électronique a été réalisée par Jean-Marie Tremblay, bénévole, professeur de sociologie au Cégep de Chicoutimi à partir de :

Pierre Fournier, Yves Bélanger et Claude Painchaud,

"Le Parti québécois : politiques économiques et nature de classe".

Un article publié dans l'ouvrage sous la direction de Pierre FOURNIER, **Capitalisme et politique au Québec. Un bilan critique du Parti québécois au pouvoir**. Première partie: "L'enjeu économique et la question nationale au Québec", chapitre 2 (pp. 53-76). Montréal: Éditions coopératives Albert Saint-Martin, 1981, 292 pp.

Pierre Fournier était sociologue au département de science politique à l'UQAM. Yves Bélanger enseigne toujours dans ce même département.

M. Bélanger nous a autorisé, le 22 mai 2005 à diffuser toutes ses publications, y compris cet article publié en collaboration avec MM. Fournier et Painchaud.

Courriel : belanger.yves@uqam.ca

Polices de caractères utilisée :

Pour le texte: Times, 12 points.

Pour les citations : Times 10 points.

Pour les notes de bas de page : Times, 10 points.

Édition électronique réalisée avec le traitement de textes Microsoft Word 2004 pour Macintosh.

Mise en page sur papier format LETTRE (US letter), 8.5'' x 11''

Édition complétée le 22 mai 2005 à Chicoutimi, Ville de Saguenay, province de Québec.

Table des matières

Introduction

1. L'idéologie du PQ de sa formation à la prise du pouvoir
2. Bilan des politiques économiques du Parti québécois
 - a) La politique budgétaire
 - b) Les politiques économiques
3. Le projet économique et politique du PQ, l'impérialisme américain, le capital canadien et le capital québécois
4. La nature de classe du Parti québécois

Pierre Fournier, Yves Bélanger et Claude Painchaud

Pierre Fournier était sociologue au département de science politique à l’UQAM
Yves Bélanger est toujours professeur à ce même département.

**“Le Parti québécois:
politiques économiques et nature de classe”**

Un article publié dans l’ouvrage sous la direction de Pierre Fournier, **Capitalisme et politique au Québec. Un bilan critique du Parti québécois au pouvoir**. Première partie: “L’enjeu économique et la question nationale au Québec”, chapitre 2 (pp. 53-76). Montréal: Éditions coopératives Albert Saint-Martin, 1981, 292 pp.

Introduction

[Retour à la table des matières](#)

Ce deuxième chapitre se penche principalement sur la nature de classe du projet politique et économique du PQ, ainsi que sur le sens et le bilan de sa pratique du pouvoir. En effet les programmes et l'exercice du pouvoir par cette formation politique nous permettent de dégager la nature des intérêts essentiels défendus par ce parti.

Une première section nous introduira au discours et aux objectifs mis de l'avant par le PQ depuis sa formation, tandis que la deuxième section, par le biais d'un rapide examen et bilan des législations économiques, nous amènera à voir dans la pratique péquiste du pouvoir que celui-ci tente de plus en plus de se concilier le capital québécois. Une troisième section s'attache à définir les places respectives que le PQ entend réserver au capital américain, canadien et québécois dans la perspective d'une renégociation de l'espace économique et politique canadien. Enfin, une dernière section conclut sur la nature nationaliste et capitaliste du projet de société que véhicule le PQ.

1. L'idéologie du PQ de sa formation à la prise du pouvoir

[Retour à la table des matières](#)

Le Parti québécois que l'on connaît aujourd'hui est issu de la fusion, en 1968, du Mouvement souveraineté-association, du Ralliement national et du Rassemblement pour l'indépendance nationale.

Nous tenterons de voir ici, rapidement, le projet politico-économique élaboré par ce regroupement des forces indépendantistes et souverainistes, la continuité et les modifications apportées et les grandes lignes du discours idéologique qui s'en dégagent.

Le regroupement du MSA, du RIN et du RN à la fin de la période active de «modernisation» économique et politique de l'État québécois, la «révolution tranquille», est symptomatique. En effet, la création du Parti québécois marque l'élargissement des assises sociales de l'idée de la souveraineté du Québec: propagation de cette idée dans la classe ouvrière, dans les milieux ruraux, mais aussi ralliement rapide de larges franges des couches petites-bourgeoises.

La fusion des trois mouvements nationalistes a donné lieu à l'émergence d'un seul programme politique et économique, celui du MSA. Les autres mouvements se sont en effet dissous pour se joindre au MSA, et ont formé le Parti québécois. Ce qu'il faut retenir de ce rapprochement des forces nationalistes, c'est la mise en veilleuse de l'idée d'indépendance de la part des membres du RIN et du RN, en faveur de l'idée de souveraineté et d'association qui était la plate-forme programmatique du MSA. Il faut aussi remarquer que la direction de ce mouvement est devenue la direction du PQ. Cette direction, on s'en souviendra, était issue pour l'essentiel d'anciens membres du Parti libéral, René Lévesque, et de hauts fonctionnaires de l'État.

On peut caractériser le discours idéologique de cette formation naissante comme étant avant tout nationaliste, ou plus précisément souverainiste et associationniste, et étatiste, c'est-à-dire accordant une large place à l'État dans le développement de l'économie. Mais on peut ajouter que malgré son discours étatiste, le PQ ne remettait

pas en question le système capitaliste, non plus d'ailleurs que la présence de l'impérialisme américain au Québec. Voyons rapidement l'analyse du PQ face à l'économie du Québec et les solutions qu'il proposait avant de prendre le pouvoir.

L'analyse des problèmes économiques du Québec dans le premier programme est assez simple: l'économie du Québec n'est pas sous-développée mais elle est mal développée; de plus les Québécois n'ont pas suffisamment de contrôle sur leur propre économie ¹. Dès lors, le programme du PQ prônera, comme le programme du MSA l'avait fait, une intervention massive et décisive de l'État. Dans le programme du MSA de 1968, et dans un document du PQ de 1970, on retrouve textuellement la même analyse et on envisage les mêmes solutions:

L'État est le grand moteur des économies contemporaines. Ses responsabilités qui sont immenses et la puissance des leviers dont il dispose font de lui à la fois l'animateur indispensable, le coordonnateur suprême du développement économique ².

Jacques Parizeau dira que ce qui est important pour le Québec, c'est de rapatrier des «centres de décisions», entendant par là, de contrôler certaines grandes entreprises. Le gouvernement du Québec a créé ou suscité la création de certains de ces centres (les sociétés d'État), et «un Québec indépendant devra poursuivre dans la même voie ³». Comme le Québec, à cette époque, n'a pas des dizaines d'entreprises importantes, comme Bombardier, il incombe, selon le PQ, à l'État de se substituer au capital privé: «L'État doit adopter comme forme prioritaire d'intervention dans l'économie une extension soutenue du secteur public (entreprises d'État mixtes) ⁴.» Il faut bien voir que le capitalisme comme tel n'est nullement remis en question; l'intervention de l'État a surtout pour but de poser les jalons d'une économie de marché saine et vigoureuse: «Il n'y a pas de capitalisme sain dans une économie malsaine ⁵.» Par ailleurs, ce sujet a toujours été un peu tabou à l'intérieur du PQ, mais sur les principes le projet péquiste n'a jamais vraiment bougé.

Si son préjugé en faveur d'un renforcement du secteur public a toujours donné au PQ une allure étatiste, sa perspective a toujours été fondamentalement la même: l'État est le moteur et le soutien du secteur privé. Car ce dernier n'est pas laissé pour compte, mais on prendra un certain temps à définir un projet crédible, laissant à l'État

¹ Murray, Véra, *Le Parti québécois de la fondation à la prise du pouvoir*, Montréal, Éd. Hurtubise, HMH, 1976, p. 42.

² Ce pays qu'on peut bâtir, MSA, 1968, p. 2 et *La Solution*, le programme du PQ, 1970, p. 38.

³ Parizeau, Jacques, «L'avenir économique d'un Québec souverain», *Cahier spécial de la revue Maintenant*, 1970, p. 5.

⁴ *La Solution*, op. cit., p. 26.

⁵ *La Souveraineté et l'économie*, Montréal, Parti québécois, Éd. du Jour, 1970, p. 159.

une place importante en même temps que l'on promet au capital privé un nouvel épanouissement. Jacques-Yvan Morin déclarait par exemple devant la Chambre de commerce de Montréal en 1974: «Le milieu des hommes d'affaires a tout à gagner à sortir d'un régime qui ne laisse aux entrepreneurs et financiers québécois qu'une mince tranche de l'activité économique... Les industriels, entrepreneurs et financiers québécois, relégués par le système actuel dans un rôle de second plan, pourront, au Québec souverain, jouer pleinement leur rôle d'agents de développement ⁶.»

Sur un autre plan, face aux États-Unis, la problématique péquiste évacue les effets négatifs de la dépendance et de la domination économiques engendrés par l'impérialisme américain. Tout au plus, voudrait-on profiter plus substantiellement du système économique en place qui tend trop à favoriser les «autres» et à laisser aux Québécois les miettes du développement. C'est donc du côté des États-Unis que les idéologues du PQ voient l'avenir: «... le salut économique des Québécois se trouve dans notre familiarité avec les U.S.A.... familiarité dans laquelle nous avons baigné trop passivement mais que rien n'interdit d'apprendre à exploiter à notre avantage ⁷.»

Face au capital américain, le PQ a élaboré une approche qui n'a pratiquement pas été modifiée depuis sa création, et qui trouve son origine dans le programme du MSA: il y est bien stipulé en effet que les capitaux étrangers «seront bien accueillis et, une fois installés, traités avec un respect méticuleux, pourvu qu'ils se comportent en bons citoyens ⁸ ». Un espace économique certain leur est donc réservé, aux côtés du capital public, coopératif et évidemment privé.

Bien sûr, les programmes du PQ ont évolué et raffiné les moyens qu'ils s'engageaient à prendre pour stimuler le développement économique et raffermir le contrôle québécois: les éditions des programmes de 1969, 1973 et 1975 mettent de l'avant l'idée d'un Office du plan ⁹, d'une Société de réorganisation industrielle ¹⁰, du renforcement des sociétés d'État existantes ¹¹, etc. et dans le programme de 1969, on parle explicitement d'une Banque du Québec ¹², projet qui évidemment sera abandonné lorsque l'on adoptera l'idée d'une monnaie commune avec le Canada.

Ce projet ne remet pas en cause le capitalisme; il ne remet pas plus en question l'impérialisme américain, tout au plus entend-il s'y intégrer différemment en tentant

⁶ Jacques-Yvan Morin, cité dans le Bulletin populaire, 26 juin 1975, p. 7.

⁷ Ce pays qu'on peut bâtir, op. cit., p. 19.

⁸ Ibid., p. 22.

⁹ Murray, V., op. cit., p. 50-55.

¹⁰ Ibid., p. 59.

¹¹ Ibid., p. 51.

¹² Ibid.

d'en tirer profit. Ce projet n'est donc pas socialiste, tout au plus prend-il des allures étatistes, à cause de la place accordée à l'État dans l'économie.

Il faut par ailleurs remarquer un tournant idéologique dans l'évolution programmatique du PQ; celui-ci s'est manifesté dans le document *Quand nous serons vraiment chez-nous* et dans les discussions du congrès d'octobre 1972. En fait, les péquistes ne se démarquaient pas de leur programme de 1969 et de leurs positions précédentes, mais ajoutaient des éléments nouveaux à leur projet. Sur le terrain économique, le PQ élabore un code d'investissements qui prévoit «qu'aucune société étrangère ne pourra posséder 100 % du capital-action d'une entreprise incorporée au Québec ¹³». Cette mesure n'est pas, loin de là, anti-impérialiste, mais elle tend à affirmer le nationalisme économique en faveur de la bourgeoisie locale de façon plus nette et plus vigoureuse. Aucun parti politique n'avait avancé de telles propositions avant le PQ. On trouve aussi dans ce document l'affirmation qu'«on n'arrêtera pas le glissement vers le secteur public de produits présentement fournis par les entreprises ¹⁴».

C'est, par ailleurs, sur le terrain de la démocratisation de la vie économique que l'on peut percevoir un tournant idéologique important à cette époque. Au congrès de 1972, on parlera de participation des travailleurs aux décisions à l'intérieur des entreprises, de cogestion, de favoriser la syndicalisation et de faire des centrales ouvrières des interlocutrices privilégiées, entre autres, à l'Office du plan, etc. Mais plus encore, on y discutera de conseils ouvriers, ou de comités d'entreprises élus par les travailleurs et devant participer à la gestion des entreprises. De plus, on adoptera le principe d'un système économique éliminant toute forme d'exploitation des travailleurs. Telles sont les prétentions sociales-démocrates du PQ.

Mais il apparaît aujourd'hui que ce discours a été constamment, depuis ce temps, édulcoré, et de plus que ce courant n'a pas modifié l'essentiel du projet péquiste. Plus encore, ce discours, qui trouvait de larges assises chez les membres, a été éclipsé par la direction du Parti, lentement mais sûrement. En 1977, René Lévesque poursuivait cette épuration et invitait les «révolutionnaires» à quitter son parti ¹⁵.

Sauf au chapitre de la stratégie (le référendum, etc.), la politique constitutionnelle de la direction du PQ n'a jamais connu de glissement de 1968 à aujourd'hui. L'objectif a toujours été le même, soit la souveraineté-association. Et ceci à travers les péripéties des débats sémantiques, d'une certaine confusion chez les militants, et des

¹³ *Quand nous serons vraiment chez nous*, Montréal, Les Éditions du Parti québécois, 1972, p. 94.

¹⁴ *Ibid.*, p. 73.

¹⁵ O'Neill, Pierre, *Le Devoir*, 21 mars, voir aussi «Les événements survenus au Congrès de 1972» in *Le Devoir*, 26 février 1973.

affrontements en ce qui touchait la stratégie. Comme sur le terrain économique donc, la direction du PQ a toujours dominé le débat sans changer significativement ses options: projet bourgeois de renforcement et de promotion du capitalisme québécois sans rupture avec le système capitaliste dominant, et partant avec l'impérialisme, d'où le projet d'association rassurante.

2. Bilan des politiques économiques du Parti québécois

Nous tenterons de cerner ici les grandes lignes, ou les tendances, des politiques économiques mises de l'avant par le gouvernement du Parti québécois après plus de trois ans de pouvoir. Il n'est pas question de passer en revue toutes les législations, les réglementations et mesures administratives de ce gouvernement, ce qui serait extrêmement fastidieux, mais bien de voir le sens global des politiques économiques péquistes, dans le but de mieux cerner les implications économiques réelles du projet de souveraineté-association.

a) La politique budgétaire

[Retour à la table des matières](#)

Un rapide bilan des trois premiers budgets déposés par le parti ministériel donne une image assez juste des priorités de ce gouvernement.

Le premier budget déposé par M. Jacques Parizeau recule d'abord sur le principe d'indexation des impôts, principe défendu par le PQ alors qu'il était dans l'opposition, et plafonne les dépenses publiques tout en réduisant les crédits du ministère de l'Éducation, et sur cet élan le budget de mars 1979 accorde des augmentations de moins de 3 % à ces postes, alors que l'inflation atteignait près de 10% chaque année ¹⁶. La politique salariale adoptée par le PQ en vue des négociations des secteurs publics et para-publics de 1979 est aussi significative. Déjà en février 1978, lors d'une

¹⁶ Dostaler, Gilles, «La crise et le gouvernement du Parti québécois», Les Cahiers du socialisme, no 4, automne 1979, p. 28.

conférence des premiers ministres provinciaux, une position de compression des effectifs et de réduction des salaires réels dans le secteur public était adoptée.

Entre temps, par ailleurs, comme le notait le président de la CSN au sommet de Montebello, alors que les profits augmentaient de 13% en 1976 à 23% en 1978, les impôts des entreprises ont été continuellement allégés, et ceux des particuliers augmentés proportionnellement à la diminution de la part de l'imposition du capital ¹⁷.

Dans l'ensemble, on pourrait presque résumer les trois premiers budgets Parizeau en un mot: austérité. Mais ceci a signifié concrètement des coupures de postes dans les services publics, la compression des salaires réels pour les employés de l'État, Dans une conjoncture difficile, le PQ, avec une marge de manoeuvre très mince, a géré la crise de façon semblable à l'ensemble des pays capitalistes avancés.

Pour le PQ, 1979 aura été l'Année de l'économie. En effet, après s'être donné une stratégie d'ensemble dans les domaines politique, culturel et social en 1977 et 1978 par une série de mesures législatives et administratives, le Parti québécois annonce clairement sa stratégie économique en 1979. Pendant cette année, en effet, le discours inaugural de mars 1979, le budget qui le suivra immédiatement et le document Bâtir le Québec poseront les jalons de la problématique économique péquiste.

Un analyste a bien cerné, en quelques mots, l'approche du PQ en matière économique:

Cette stratégie s'articule autour de la protection et du développement du capital et des épargnes autochtones, autour de notre «patrimoine» économique plutôt que sur les grandes entreprises et les investissements étrangers. C'est un virage important par rapport aux gouvernements antérieurs ¹⁸.

Le budget de mars 1979 révèle les deux traits dominants de ce gouvernement en matière économique: son nationalisme et son conservatisme. En effet, la principale innovation prônée par le budget se trouvait dans le nouveau régime d'«épargne-action». Cette mesure permet de réduire de son impôt jusqu'à 15 000\$, ou 20% des revenus, pour l'achat de nouvelles actions d'entreprises ayant leur siège social au Québec. Cette mesure s'adresse évidemment uniquement aux «cadres» et aux personnes ayant des revenus élevés.

¹⁷ Rodrigue, Norbert, in Conférence au sommet de Montebello, Rapport, Secrétariat permanent des conférences socio-économiques, p. 17.

¹⁸ Lesage, Gilles, Le Soleil, 7 mars 1979.

Or les associations patronales s'insurgeaient depuis le début de 1978 du taux trop élevé d'imposition pour les «cadres» en comparaison avec les taux en Ontario. À cela, Jacques Parizeau répondait que l'Ontario a la plus régressive des structures d'impôts au Canada et que pour réduire ses impôts, et donc en arriver à une taxation aussi régressive qu'en Ontario, il n'y avait qu'un moyen: «C'est d'investir dans le Québec plutôt qu'à Nassau, en Floride ou en Alberta ¹⁹». Cette mesure a, selon le ministre des Finances, connu un succès retentissant ²⁰. Pour les privilégiés ! Ce régime d'épargne-action révèle le caractère éminemment bourgeois, mais aussi nationaliste de ce gouvernement.

b) Les politiques économiques

[Retour à la table des matières](#)

Les politiques économiques s'avèrent être le lieu par excellence où se manifestent les aspirations de la bourgeoisie autochtone, ainsi que l'appui de l'État et son effort de promotion en faveur de cette bourgeoisie régionale.

Par ailleurs, si la majorité des représentants du capital québécois dirigent des entreprises relativement petites ou moyennes, il n'est pas surprenant que bon nombre de mesures s'adressent spécifiquement aux P.M.E. La loi 48, par exemple, crée un fonds de relance industrielle pour ces dernières. Une autre mesure législative offre des dégrèvements d'impôts spéciaux pour le développement régional, c'est-à-dire que l'on récompense particulièrement l'investissement dans les régions périphériques. Ces deux législations représentent un manque à gagner de 35 à 40 millions \$ pour l'État en termes d'impôts aux entreprises de moins de 200 employés et de moins de 7,5 millions \$ d'actifs. Moins d'impôts, concrètement pour les P.M.E. québécoises ²¹.

Quant à la loi 6 permettant la création des SODEQ (Sociétés de développement de l'entreprise québécoise), disons d'abord que le projet avait germé sous le gouvernement Bourassa et aurait sans doute été adopté par ce gouvernement n'eût été sa défaite électorale. Il fut donc adopté le 30 juin 1977 après avoir été élaboré et concocté pendant trois ans par l'ex-ministre Guy Saint-Pierre, la Chambre de commerce de la province de Québec et le Groupement québécois des entreprises; son but est la création d'entreprises privées qui contribueront au financement des P.M.E.

¹⁹ Nadeau, Michel, *Le Devoir*, 28 mars 1979.

²⁰ Falardeau, Louis, *La Presse*, 26 mars 1980.

²¹ *Le Devoir*, 16 juin 1977.

en fournissant le capital de risque requis pour certains projets. Ses principaux promoteurs prévoient un rendement de 10% sur le capital investi, plus une réduction fiscale plus qu'intéressante, égale à 25% de l'investissement, un véritable paradis fiscal s'adressant à la petite-bourgeoisie et à la bourgeoisie québécoise ²².

Tous les représentants du capital québécois réunis au sommet de Montebello appuient cette initiative et s'y intéressent concrètement; et ceci d'autant plus qu'en plus d'une réduction fiscale de 25 %, les investisseurs bénéficient des avantages du régime d'épargne-action institué par le budget en 1979 ²³. Ce type de capital de risque est donc extrêmement bien protégé! La dernière SODEQ créée est dirigée par nul autre que le vice-président de la Chambre de commerce de Québec et regroupe l'Union régionale de Québec des Caisses populaires, la Fédération des caisses d'entraide, les compagnies d'assurance La Laurentienne, l'Unique, la S.S.Q., la Banque canadienne nationale et plusieurs investisseurs privés ²⁴. Le capital québécois, on le voit, forme un réseau cohérent et distinct des autres réseaux, ceux du capital canadien et du capital américain installés au Québec, et profite plus que tout autre des avantages que lui consent l'État par ce type de mesures.

Le programme Opération solidarité économique (OSE) s'adresse lui aussi, principalement, au capital québécois, plus précisément aux P.M.E. Depuis son lancement en octobre 1977, où M. Lévesque «faisait appel à la mobilisation de tous les travailleurs et de toutes les formes d'initiatives», le gouvernement a injecté plus de 249 millions \$ et les «différents partenaires» 271 millions \$ ²⁵. Les «partenaires» ne sont nul autres que les patrons de P.M.E., outre quelques projets communautaires et l'aide à certaines coopératives et à des agriculteurs. Les formes de subventions aux entreprises vont de la subvention directe pour la création d'emplois (l'État alloue gratuitement ou presque des travailleurs aux patrons), à la stimulation à l'investissement privé, c'est-à-dire au financement direct des entreprises.

Quant à la Société de développement industriel (SDI) qui avait versé, de sa création à juin 1979, 683 millions \$ aux entreprises du Québec ²⁶ (entreprises québécoises et entreprises étrangères), le gouvernement Lévesque était loin d'être convaincu de l'opportunité de ses politiques. Aussi, son contrôle sur celle-ci s'est-il raffermi ²⁷ et son mandat a-t-il été modifié pour qu'elle devienne «une véritable banque d'affaires orientées vers le développement économique du Québec ²⁸». Cette

²² Le Devoir, 4 mai 1979 et 30 novembre 1979.

²³ Développement - Québec, vol. 6, no 4, avril-mai 1979, p. 10.

²⁴ Direction des communications - AFINTER, 23 avril 1979, p. 1.

²⁵ OSE, vol. 2, no 7, février 1980, p. 4.

²⁶ Pépin, Laurent, Le Devoir, 20 juin 1979.

²⁷ Le Devoir, 11 mai 1978.

²⁸ Gravel, Pierre, La Presse, 20 juin 1978.

réorientation ira inévitablement beaucoup plus dans le sens des intérêts du capital québécois, comme l'a clairement énoncé Bernard Landry dans *Bâtir le Québec*.

D'ailleurs ce changement de cap est déjà perceptible depuis que le PQ est au pouvoir: en 1977 deux nouveaux programmes sont mis en branle, l'un s'adressant aux secteurs «mous», et l'autre aux petites entreprises de moins de 20 employés; on peut dire que les programmes de subventions et de prêts de la SDI ont été élargis pour bénéficier plus précisément et plus directement au capital québécois concentré dans ces secteurs. De novembre 1977 à mai 1978, 86 demandes s'adressent au premier programme et 363 au deuxième ²⁹. En 1978-79, 146 entreprises de moins de 20 employés seront aidées sous une forme ou sous une autre: la SDI a plus que triplé les sommes consacrées à son programme de financement des P.M.E. du Québec ³⁰.

La Société de développement coopératif, créée par le gouvernement du Parti québécois, a pour but explicite, selon Mme Lise Payette, de «permettre aux entreprises coopératives de se tailler une meilleure place dans le paysage économique québécois ³¹». Son renforcement en juin 1979, un ajout de 25 millions \$ pour la capitalisation dans certains projets et de 5 millions \$ pour aide technique, est la poursuite de son mandat explicitement nationaliste de soutien et de promotion de ce type de capital.

Dans le domaine de l'agro-alimentaire, la société d'État SOQUIA, créée par les libéraux, mais très peu active sous leur règne, connaîtra aussi une réorientation avec le gouvernement péquiste. En effet, le ministre titulaire, M. Garon, quelques mois après sa nomination, donnera des directives à la société d'État: prendre des initiatives ou participer aux initiatives dans le secteur de l'agro-alimentaire dans les domaines de l'approvisionnement, de la transformation ou de la commercialisation, et ceci par le biais d'une participation au capital-actions (jusqu'à 50 %) et à la gestion (temporaire) d'entreprises québécoises ³². Moins d'un an plus tard, en mai 1978, le fonds social de la SOQUIA sera augmenté de 10 à 40 millions \$ par la loi 7.

On peut citer quelques exemples qui montrent dans quel sens va la gestion péquiste dans l'agro-alimentaire par le biais de cette société d'État. En six mois seulement, trois interventions en faveur du capital québécois pour plus de 1 million \$ dans Belcan, Nutribec et Salaison Olympia; enfin, 100 000 \$ de capital-actions et 300 000 \$ de prêt pour la Fromagerie de Corneville en participation avec Anco, une filiale

²⁹ Jannard, Maurice, *La Presse*, 18 mai 1978.

³⁰ Pépin, Laurent, *Le Devoir*, 20 juin 1979.

³¹ *Le Devoir*, 1er juin 1979.

³² *Le Devoir*, 28 décembre 1977.

d'une société française. De plus, SOQUIA a acheté 38,6 % du capital-actions de Culinar pour 11 millions \$ en 1977, alors que la fédération de Québec du Mouvement Desjardins voulait se départir de son contrôle sur cette entreprise et que la C.D.C., société d'État fédérale, veut en prendre le contrôle ³³. Culinar est maintenant sous le contrôle de la SID (Mouvement Desjardins) et de SOQUIA. Toutes ces interventions consolident ou permettent l'expansion d'entreprises québécoises, et sont conformes aux directives de M. Garon: «... assurer le maintien ou le retour des secteurs de la transformation et de la distribution des produits alimentaires sous le contrôle des Québécois ³⁴.»

La politique culturelle du PQ, que l'on retrouve inscrite dans la loi 105, sanctionnée le 22 décembre 1978, créant la Société de développement des industries culturelles, SODIC, qui, comme l'annonçait déjà le Livre blanc sur la culture, fait du développement culturel une priorité au même titre que le développement économique, va dans le même sens que les autres initiatives du PQ. En fait, les deux se confondent: cette politique culturelle est étroitement liée au projet économique véhiculé par le PQ et vise à intégrer les industries culturelles au modèle capitaliste dominant.

Comprises dans un sens large, les industries culturelles au Québec commandent un chiffre d'affaires de plus de 1 milliard \$ (si l'on inclut la radio, la télévision, le cinéma, la presse écrite, le livre, les métiers d'art, le disque, etc.). Mais dans presque tous les domaines, les «investissements étrangers sont omniprésents surtout dans le secteur de la distribution où la rentabilité est souvent excellente ³⁵».

Or le but de la SODIC est très clair: 1) assurer le maintien sous contrôle québécois des entreprises culturelles qui sont susceptibles de passer entre les mains de firmes étrangères; 2) rapatrier entre les mains de Québécois la plus grande part possible des industries de production et de distribution des produits culturels; 3) favoriser le développement d'entreprises culturelles québécoises d'envergure internationale; et enfin 4) favoriser la création et l'implantation de nouvelles entreprises québécoises ³⁶. De plus, la philosophie d'intervention de la SODIC devra s'inspirer de la logique du secteur privé ³⁷.

Les effets ne se sont pas fait attendre: par exemple dans le domaine du disque, le financement de la SODIC a permis à une toute nouvelle entreprise québécoise, Diskade, d'enlever le monopole de la distribution des disques fabriqués au Québec à

³³ Le Devoir, 16 décembre 1977.

³⁴ Ibid.

³⁵ Développement - Québec, vol. 6, no 3, mars 1979, p. 6.

³⁶ Tiré du document de travail qui a servi à la création de la SODIC, cité dans Développement - Québec, vol. 6, no 3, mars 1979, p. 16.

³⁷ Ibid.

la société canadienne Trans-Canada ³⁸. Il faut noter que dans le cas de la SODIC, comme dans celui de la SOQUIA, de la S.D.C. etc., la société d'État est beaucoup plus l'alliée de l'entreprise québécoise que sa concurrente.

On peut noter enfin quelques mesures supplémentaires posées par le gouvernement du Parti québécois qui vont aussi dans le sens d'un renforcement et d'une dynamisation du capital québécois. Par exemple, la loi 124, loi rétroactive, ce qui est sans précédent au Québec, a permis de bloquer la vente du Crédit foncier à l'entreprise canadienne Central and Eastern Trust et a autorisé la Banque d'épargne, institution financière à charte provinciale contrôlée par des Québécois, à racheter le Crédit foncier ³⁹.

L'entreprise québécoise Provigo a pu se porter acquéreur d'une compagnie de distribution agro-alimentaire canadienne, M. Loeb, dont les actifs étaient plus considérables que les siens, grâce à la Caisse de dépôt et de placement du Québec. Cette dernière contrôlait en effet un bloc de 24% des actions de M. Loeb et avait fait élire deux membres à son conseil d'administration. La Caisse vendit donc ses actions à Provigo et refusa, par la suite, de vendre son bloc d'actions de Provigo à une autre entreprise canadienne, Sobey Stores, malgré son offre alléchante ⁴⁰.

On peut aussi rappeler le refus du PQ d'aider financièrement l'acierie Questeel et le rachat ultérieur de tous ses actifs par SIDBEC.

Dans le domaine du transport aérien, l'acquisition par des francophones de parts importantes dans Nordair et Québécoir, dans un cas grâce à la Caisse de dépôt, fait partie d'«une vaste opération de prise de contrôle... par des intérêts francophones ⁴¹» dans ce secteur. Les intentions du gouvernement, encore là, sont claires et conformes au programme économique du Parti québécois dans le domaine des transports.

Une décision de la Régie des services publics relativement à l'industrie du téléphone est aussi significative. Cette dernière, en effet, invoquant le «patrimoine téléphonique», et l'importance de conserver au Québec le contrôle financier de cette industrie, a permis à une petite compagnie québécoise de faire l'acquisition de deux autres petites entreprises régionales dans ce secteur. Celles-ci étaient convoitées par Québec-Téléphone, une entreprise étrangère plus importante que les trois compagnies régionales ensemble. Du regroupement de ces trois petites entreprises est née SOGETEL, dont l'ambition est de faire «l'acquisition de plusieurs autres petites

³⁸ Bellemare, Pierre, La Presse, 20 février 1980.

³⁹ Le Devoir, 15 décembre 1978.

⁴⁰ Fournier Pierre, «L'option nord-américaine», in Le Devoir, 30 mars 1979.

⁴¹ Nadeau, Michel, Le Devoir, 12 janvier 1979.

compagnies de téléphone afin d'en arriver dans quelques années à acquérir Québec-Téléphone ⁴²»

On peut ajouter que le gouvernement du Parti québécois a aussi créé la Société nationale de l'amiante (SNA) et l'a dotée au départ d'un capital de 50 millions \$ dans le but de transformer une partie plus importante de la fibre au Québec, et d'exploiter elle-même un important gisement. Toutes les entreprises de ce secteur devront d'ailleurs transformer plus de fibre au Québec ⁴³, et dans ce sens, la SNA participera (avec probablement d'autres capitaux québécois), à ces projets de transformation.

Le capital-actions de la S.G.F. a été augmenté de 50 millions \$ (il atteint maintenant près de 650 millions \$); celui de SIDBEC a aussi été accru et Hydro-Québec a créé Hydro-Québec International pour mieux percer et exploiter les marchés étrangers. Hydro a, par ailleurs, officialisé sa politique d'achat préférentiel au Québec: 72% de ses dépenses de 1,88 milliard \$ en 1978 ont été effectuées au Québec ⁴⁴. D'autre part, cette société d'État a résilié son contrat de 1 milliard \$ de polices d'assurances avec la Sun Life, suite à l'annonce de son départ, pour le passer à La Sauvegarde, appartenant au Mouvement Desjardins ⁴⁵. Ces deux gestes posés par Hydro-Québec ne peuvent que plaire au capital québécois.

Et enfin, le gouvernement péquiste a mis sur pied récemment deux nouvelles sociétés d'État: Nouveler et Pétromont. La première, avec un capital-actions de 50 millions \$ (provenant d'Hydro-Québec, de la S.G.F., de REXFOR et de SOQUEM), s'impliquera dans les secteurs de la production, de la distribution et de la vente de l'énergie, des combustibles ou des équipements dans le domaine des énergies nouvelles ⁴⁶. Ici encore, cette société d'État sera essentiellement l'alliée du capital privé québécois dans ces domaines ⁴⁷. Quant à Pétromont, consortium regroupant la S.G.F., Gulf Oil et Union Carbide, c'est dans le domaine de la pétrochimie que cette entreprise oeuvrera. Il est intéressant de noter que grâce à cette initiative de l'État québécois, avec la participation de deux multinationales américaines, l'industrie de la pétrochimie connaîtra son premier essor au Québec, alors que cette industrie était jusque là essentiellement concentrée en Ontario.

Pétromont est sans doute un bon exemple du type d'association que le PQ entrevoit avec le capital américain. Il s'agit d'un projet de 500 millions \$ dont

⁴² Nadeau, Michel, *Le Devoir*, 4 janvier 1979.

⁴³ Ministère des Affaires intergouvernementales, Québec-Canada, vol. 5, no 8, nov. 1977, p. 1.

⁴⁴ *La Presse*, 17 juillet 1979.

⁴⁵ *Le Devoir*, 15 juin 1979.

⁴⁶ Duguay, Jean-Guy, *La Presse*, 26 février 1980.

⁴⁷ *Ibid.*

l'objectif est la mise sur pied d'un complexe pétrochimique équivalent à celui de Sarnia, en Ontario.

L'objectif poursuivi par le PQ est d'approvisionner en matières premières (résines dérivées du pétrole) les nombreuses P.M.E. québécoises du secteur de la fabrication des produits en plastique. Plusieurs de ces entreprises, comme les Industries provinciales (famille Métivier), G.M. Plastics (filiale du groupe York Lambton) ou encore Roski (filiale de Bombardier), sont en pleine croissance. Mais à l'heure actuelle, les manufacturiers doivent mettre le prix pour obtenir de la résine canadienne de haute qualité. Pétrumont aidera donc ces capitalistes québécois à régler leurs problèmes d'approvisionnement et à abaisser leurs coûts de production.

L'ensemble de ces mesures ne peut que nous amener à constater un appui systématique de l'État en faveur du capital privé québécois, quand l'occasion se présente. Il faut aussi noter l'accroissement du rôle et du poids économique de plusieurs sociétés d'État, conformément à la stratégie péquiste qui fait de l'État l'instrument privilégié du pouvoir économique québécois, et ceci malgré une «faible marge de manoeuvre» au niveau budgétaire ⁴⁸.

En définitive, il faut voir une certaine continuité dans les législations et mesures gouvernementales depuis la «révolution tranquille», mais il faut aussi voir, depuis l'accession du Parti québécois au pouvoir, une accentuation de l'aide de l'État en faveur du capital «autochtone» et un projet politique plus «cohérent» qui va dans le sens d'un élargissement de l'espace économique et politique de la bourgeoisie locale.

3. Le projet économique et politique du PQ, l'impérialisme américain, le capital canadien et le capital québécois

[Retour à la table des matières](#)

Le projet économique et politique du PQ ne s'adresse évidemment pas uniquement au capital québécois; il prend en compte les 5 à 6 milliards \$ d'investissements américains directs ⁴⁹ sur le territoire québécois, le fait aussi que les E.U. constituent un des plus importants pourvoyeurs de capital pour les projets

⁴⁸ Fournier, Pierre, op. cit.

⁴⁹ La Presse, 28 janvier 1977.

d'Hydro-Québec notamment, et également le fait qu'ils représentent près de 45 % des débouchés internationaux de l'économie québécoise. Il tient aussi inévitablement compte des capitaux canadiens et du marché des neuf autres provinces qui, en 1974, représentaient des exportations de 6,6 milliards \$ de produits manufacturés pour le Québec ⁵⁰.

La problématique péquiste face à la double dépendance de l'économie québécoise sera le plus clairement exprimée dans le document *Bâtir le Québec*. Le document met de l'avant le projet de dynamisation de la bourgeoisie québécoise, ainsi que l'espace qu'il entend réserver au capital étranger. Mais l'originalité fondamentale de cet énoncé de politique économique réside dans le fait qu'il s'agit du premier plan de développement global de l'économie québécoise et du capital québécois.

Le diagnostic du PQ sur l'état de l'économie québécoise peut se résumer ainsi: à cause des politiques fédérales, du manque d'articulation entre le capital étranger et le capital autochtone et des faibles retombées que ceci entraîne, et enfin à cause du manque de vigueur de la bourgeoisie locale, l'économie québécoise subit un processus de désindustrialisation («sous-investissement industriel ⁵¹»). La solution envisagée par le gouvernement Lévesque est donc de promouvoir les initiatives et le contrôle québécois sur le développement de son espace économique: «Le développement... doit donc reposer pour l'essentiel sur la volonté d'agir de tous les agents économiques autochtones et s'articuler autour des forces dynamiques existantes ⁵².» Les grands axes de la stratégie sont donc posés et seront développés, précisés et répétés tout au long de l'ouvrage: 1) accroissement substantiel des investissements productifs; 2) contrôle accru de l'activité économique par des intérêts québécois; 3) augmentation de la part du marché interne détenu par ces mêmes intérêts et hausse de leurs exportations ⁵³.

Mais le projet péquiste, comme nous l'avons noté, n'ignore pas les «forces dynamiques existantes», c'est-à-dire essentiellement le capital américain et canadien; et il ignore encore moins les travailleurs sur qui repose, en définitive, ce bel édifice (et ceci même si on en parle, somme toute, assez peu). Pour ces derniers, il n'est question que de concertation avec l'État et le patronat, de productivité dans un idéal de plus grande «conscience nationale ⁵⁴». Malgré les intérêts divergents entre les travailleurs et le capital, les commerçants et les consommateurs, etc., l'intérêt suprême de la nation exige des «agents économiques» (mais on vise surtout les travailleurs) un

⁵⁰ Nappi, Carmène, *Le Devoir*, 3 février 1978.

⁵¹ Gouvernement du Québec, *Bâtir le Québec*, énoncé de politique économique, Développement économique, Éditeur officiel, 1979, p. 78.

⁵² Ibid., p. 79.

⁵³ Ibid., p. 65.

⁵⁴ Ibid., p. 60-70 et p. 5.

minimum de consensus et un contrat social ⁵⁵, et partant la collaboration, le bon ententisme et la pacification des relations patronales-ouvrières. Alfred Rouleau récemment exprimait bien ce désir: «Ça n'a plus de maudit bon sens la confrontation dans l'économie québécoise. Les affrontements doivent cesser, si on tient à s'en sortir... le rapport de force actuel dans le milieu du travail ne peut plus durer ⁵⁶.» Or le Mouvement Desjardins n'est pas reconnu pour être moins anti-syndical que les entreprises privées!

Le PQ, par ailleurs, n'a pas remis, et n'entend pas remettre en question la présence du capital américain au Québec. Ce que l'on attend des capitaux américains, canadiens et européens, c'est une meilleure articulation avec les entrepreneurs locaux, en clair, plus de retombées: plus de contrats de sous-traitance ⁵⁷.

Par ailleurs, certains secteurs névralgiques seront entièrement ou partiellement fermés au capital étranger ⁵⁸ (industries culturelles et communications essentiellement) et seront la chasse gardée du capital québécois, ce qui devrait susciter «l'apparition de nombreuses initiatives autochtones ⁵⁹», ou encore forcer le capital étranger à s'associer au capital québécois. On laisse donc en même temps beaucoup d'espace à l'impérialisme tout en favorisant la bourgeoisie locale. Voilà pour l'idéal ⁶⁰, mais ce projet est en soi passablement contradictoire et en définitive la bourgeoisie québécoise, même renforcée (réorganisée et concentrée), restera en bonne partie à la remorque des initiatives du capital américain. Face au capital étranger, le projet péquiste n'est en somme qu'une renégociation de l'intégration et de l'insertion de la bourgeoisie locale dans le champ d'accumulation continental ⁶¹. Bernard Landry avouait d'ailleurs candidement aux financiers et hommes d'affaires américains: «We Quebecers have always had a continental outlook ⁶².» On peut ajouter que les visées du PQ, à long terme, impliquent une certaine autonomisation face au capital canadien et, en dernière analyse, un rapprochement avec les États-Unis.

Il ne fait aucun doute que la problématique péquiste face au capital étranger est très différente de celle de l'ex-gouvernement libéral, alors que Guy Saint-Pierre

⁵⁵ Ibid., p. 77 et 85.

⁵⁶ La Presse, 23 février 1980.

⁵⁷ Bâtir le Québec, op. cit., p. 36, 59, 100.

⁵⁸ Ibid., p. 119-120.

⁵⁹ Ibid., p. 119.

⁶⁰ Le summum de l'idéalisme péquiste en cette matière revient à JeanPierre Charbonneau et à Gilbert Paquette dans leur livre *L'Option*, Éd. de l'Homme, 1978, qui consacre à peine deux pages à cette question (sur plus de 600). Deux pages qui éludent systématiquement le problème! (p. 427-428).

⁶¹ Levasseur, C. et Lacroix, J.-G., «Rapports de classes et obstacles économiques à l'association», *Les Cahiers du socialisme*, no 2, automne 1978, p. 104.

⁶² Cook, Peter, *Financial Times*, 5 juin 1978.

affirmait ne voir aucune différence entre le capital «national» et le capital étranger ⁶³ ! Bien sûr pour les Américains l'élection du PQ fut un choc; on parla de triomphe du socialisme, d'un Cuba du Nord, etc ⁶⁴. Mais les grands financiers de New York étaient très bien renseignés ⁶⁵, certains étaient même en contact quotidien avec le ministre des Finances Parizeau et ce sont eux qui exigèrent de René Lévesque son premier «pèlerinage» ⁶⁶ devant l'Economic Club. Il est facile de comprendre leur contentement et même leur enthousiasme devant le premier budget Parizeau, «conservateur et discipliné» ⁶⁷, lorsque l'on sait qu'ils en possédaient probablement les détails avant même les Québécois! Ce même ministre effectuait d'ailleurs, peu de temps après la présentation de son budget, un voyage «secret» pour prendre la parole devant le «Conseil des relations étrangères» présidé par David Rockefeller, P.D.G. de la Chase Manhattan Bank ⁶⁸, le tout évidemment à huis-clos! René Lévesque, pour sa part, réaffirmait qu'advenant la souveraineté-association, l'adhésion du Québec à NORAD et à l'OTAN était chose acquise ⁶⁹.

Toutes les démarches possibles pour rassurer et convaincre les financiers, hommes d'affaires, sénateurs, représentants au Congrès et universitaires sont entreprises. Dans les dix-huit premiers mois de l'administration Lévesque, 25 ministres et hauts fonctionnaires se rendront aux États-Unis, plus de 100 conférences seront organisées et le Premier ministre lui-même s'y rendra officiellement à quatre reprises ⁷⁰. Ces ministres et hauts-fonctionnaires répètent aux Américains que la souveraineté-association «ne remettra pas en cause le système capitaliste et (que) les interventions de l'État dans les domaines de l'assurance et de l'amiante sont des exceptions... ⁷¹». Enfin, on mettra sur pied l'«Opération Amérique», de façon à «asseoir une perception juste et réaliste du Québec ⁷²», afin de bien faire comprendre qu'il n'y a pas de dangers «d'instabilité» sur le continent, que toutes les «règles du jeu» seront respectées, que le gouvernement Lévesque, en définitive, est un bon gouvernement capitaliste, ami des États-Unis... L'opération d'ailleurs n'a pas si mal réussi puisque, dit-on, la souveraineté-association «est considérée par les milieux

⁶³ M. Guy Saint-Pierre disait en effet à des hommes d'affaires américains: «I personally would tend to believe that there exists no fundamental difference between national and foreign capital», Montreal Star, 10 septembre 1975.

⁶⁴ Montreal Star, 28 février 1977, et Le Devoir, 3 décembre 1976.

⁶⁵ Pouliot, Robert, La Presse, 19 novembre 1976.

⁶⁶ Montreal Star, 14 décembre 1976.

⁶⁷ The Gazette, 14 avril 1977.

⁶⁸ Montréal-Matin, 15 mai 1977.

⁶⁹ Montréal-Matin, 20 septembre 1977, tiré d'une interview au U.S. News and World Report.

⁷⁰ Pelletier, Jean, La Presse, 30 juin 1978.

⁷¹ Falardeau, Louis, La Presse, 7 octobre 1978.

⁷² Le Soleil, 11 novembre 1978.

politiques américains comme un compromis fédéraliste plus qu'une option indépendantiste ⁷³».

Face aux Américains donc, ou plus précisément face à l'impérialisme américain, le même leitmotiv revient, et reviendra, comme une litanie: avec la souveraineté-association ce sera, selon M. Joron, «business as usual», «cela ne modifiera pas d'un iota ce que vous faites quotidiennement au Québec ⁷⁴»

La problématique péquiste face au capital canadien est, au niveau de ses énoncés officiels du moins, relativement plus ambiguë. Par ailleurs les faits montrent que si la bourgeoisie québécoise gagne actuellement du terrain, c'est-à-dire élargit son espace économique et resserre ses liens (en termes de circuit financier différencié et autonome) à l'intérieur et à la périphérie de l'État québécois, c'est précisément dans les secteurs dominés par la bourgeoisie canadienne que ce terrain est gagné: l'acier, les institutions financières, les transports, les télécommunications et l'agro-alimentaire notamment ⁷⁵. En effet, le capital autant privé que public et coopératif a énormément progressé dans ces secteurs depuis une vingtaine d'années et ceci aux dépens du capital canadien. De fait, depuis le début des années 70, les grandes firmes ontariennes n'investissent plus de façon substantielle dans des projets d'importance au Québec; tout au plus, certaines entreprises importantes, déjà implantées au Québec, investissent-elles pour accroître leur potentiel de production et maintenir leur part du marché ⁷⁶. Les «take-overs» au Québec, depuis quelques années, sont effectués principalement par le capital américain et québécois à l'endroit du capital canadien. Les sociétés d'État, et de façon notoire, la Caisse de dépôt et de placement, ne sont pas étrangères à ce recul du capital canadien.

Que, par ailleurs, la bourgeoisie canadienne soit viscéralement et virulemment opposée à toute velléité de souveraineté-association, comme nous le verrons dans la 4e partie, est donc fort compréhensible: ce projet est de fait taillé à la mesure des aspirations du capital québécois et ne peut que rétrécir ou tronquer l'espace économique et le champ d'accumulation du capital canadien. Le président de l'Association canadienne des manufacturiers notait dans ce même ordre d'idée que «l'avenir de l'industrie de la fabrication dépend en grande partie de l'intégrité du

⁷³ Pelletier, Jean, La Presse, 25 janvier 1979.

⁷⁴ Bercier, Rhéal, «Guy Joron devant l'American Society for Corporate Planning», La Presse, 31 janvier 1980.

⁷⁵ Fournier Pierre, «Projet national et affrontement des bourgeoisies québécoises et canadiennes» in La Chance au coureur, sous la direction de J.-F. Léonard, Montréal, Édition Nouvelle optique, 1978, p. 50.

⁷⁶ Nadeau, Michel, Le Devoir, 6 mai 1977.

territoire ⁷⁷». Il est indéniable que les visées du PQ véhiculent une menace certaine pour l'industrie ontarienne en tout premier lieu.

Mais notons que le projet péquiste n'entend nullement fermer le marché québécois à la bourgeoisie canadienne, du moins à court et à moyen termes, car la bourgeoisie québécoise elle-même a trop besoin du marché canadien: en 1974, les flux du Québec vers les autres provinces ont été de 6,5 milliards \$ en produits manufacturés, et des autres provinces vers le Québec de près de 5,6 milliards \$, dont 4,65 milliards\$ en provenance de l'Ontario ⁷⁸. Il est question entre le Québec et l'Ontario d'un enjeu de plus de 100 000 emplois respectivement.

Le projet économique du PQ n'entend donc pas véritablement s'opposer au capital américain. Quant au capital canadien, on peut déjà percevoir une certaine concurrence qui tend d'ailleurs à s'approfondir entre les infrastructures industrielles du Québec et de l'Ontario. La concurrence existe bel et bien depuis un certain temps et se poursuivra inévitablement. En effet, le capital québécois entend investir le plus de secteurs économiques possibles, et les secteurs qui lui sont les plus accessibles sont aux mains de la bourgeoisie canadienne.

Les outils dont la bourgeoisie québécoise entend se doter, souveraineté-association ou pas, pour poursuivre son hégémonisation, sont de plusieurs ordres. Avec l'aide de l'État, la bourgeoisie autochtone entend reconquérir les marchés internes d'abord, pour ensuite s'engager dans un processus d'expansion continentale:

L'aide gouvernementale est indispensable aux P.M.E. et vise précisément à minimiser les risques qu'elles doivent prendre en accroissant leur connaissances et leurs informations par un appui technique et financier... Le contrôle d'une bonne proportion du marché interne est aussi quasi indispensable avant de se lancer dans des transactions internationales ⁷⁹.

L'État entend donc augmenter son financement, la recherche et l'innovation pour les secteurs les plus prometteurs. Tout ceci a été largement discuté au sommet de Montebello où les préoccupations patronales ont monopolisé le débat ⁸⁰; quant à la recherche et l'innovation, le Centre de recherche industrielle du Québec a déjà accepté comme politique «la préséance à des projets pour des P.M.E. manufacturières du

⁷⁷ Le Soleil, 29 novembre 1979.

⁷⁸ Nappi, C.. op. cit.

⁷⁹ Bâtir le Québec, op. cit., p. 158.

⁸⁰ Gouvernement du Québec, Conférence au sommet de Montebello, Rapport, Secrétariat permanent des conférences socio-économiques, 1979, p. 73-110 et 171-201.

Québec sous contrôle québécois oeuvrant dans des secteurs prioritaires ⁸¹». En 1976-77, 93% de la clientèle du CRIQ était constituée de P.M.E., et 88% de celles-ci étaient sous contrôle québécois ⁸². D'autre part, les initiatives de l'État peuvent aussi prendre la forme de mesures incitatives à l'endroit du capital étranger «afin de favoriser la croissance et le développement des entreprises autochtones ⁸³».

Enfin le «redéploiement» de l'économie québécoise sera aussi axé sur la spécialisation, précisément dans certains secteurs où la bourgeoisie québécoise a de bonnes assises ou peut espérer se développer, serait-ce comme sous-traitante; de plus ce redéploiement passe par la mise en valeur des ressources naturelles, et la maximisation des effets d'entraînement des «avantages naturels» du Québec. Sur ce point la problématique est transparente: «Le gouvernement entend favoriser... la présence accrue d'intérêts québécois dans la structure de propriété des entreprises opérant dans le secteur des ressources ⁸⁴.»

Ce qui ressort sans doute le plus clairement de Bâtir le Québec, c'est l'intention de l'État de présider à une restructuration des principaux secteurs industriels au Québec. Cette restructuration comprend deux dimensions principales. D'une part, «afin de profiter des avantages comparatifs du Québec à l'échelle internationale», on a l'intention de développer au maximum les industries liées aux ressources naturelles, et notamment le secteur forestier, les mines et l'électricité, tout en essayant d'accentuer les retombées locales dans ces différents secteurs. D'autre part, dans les produits intermédiaires ⁸⁵, on met la priorité sur la chimie minérale, la pétrochimie et la sidérurgie, et, finalement dans le secteur des biens d'équipement, on cherche à privilégier le matériel électrique lourd, le matériel de transport urbain et suburbain et le matériel aérospatial.

Un des problèmes structurels du capital québécois est sans nul doute l'incapacité de la bourgeoisie autochtone de mettre elle-même en rapport capital bancaire et capital industriel... Et c'est précisément ce qui explique l'importance de l'État dans la réorganisation de ce capital. Plusieurs jalons pour la mise en place d'un véritable capital financier ont déjà été posés, la SDI, la Caisse de dépôt, les SODEQ notamment, mais comme l'affirme Bâtir le Québec:

Les interrelations entre les institutions financières et le secteur industriel et commercial pourraient [...] être nettement renforcées afin que celles-ci puissent

⁸¹ La Presse, 18 juin 1977.

⁸² Ibid.

⁸³ Bâtir le Québec, p. 173.

⁸⁴ Ibid., p. 276.

⁸⁵ Voir Bâtir le Québec, chapitre 18.

s'impliquer massivement dans l'équité des entreprises industrielles et commerciales, et participer indirectement à la gestion de ces entreprises ⁸⁶.

De là le projet d'une «banque d'affaires» québécoise qui impliquerait le capital public, privé et coopératif québécois. L'ex-président de la Banque canadienne nationale, à Montebello, se faisait le porte-parole de toute la bourgeoisie en déclarant:

Le gouvernement, le mouvement coopératif, la Fédération des caisses d'entraide, les syndicats qui ont des fonds de pension à gérer, peuvent tous être associés à la création d'une banque d'affaires.... Je suis prêt à être partenaire ⁸⁷.

Mais il faut bien voir que la reconquête des marchés internes, l'expansion extra-territoriale, la spécialisation, la constitution d'un véritable capital financier, le soutien systématique à la P.M.E. québécoise, ainsi que les multiples initiatives que l'État a prises et continuera à prendre ⁸⁸ visent essentiellement la promotion du capital québécois, son regroupement et sa concentration, et que ce projet global se matérialisera en grande partie grâce à l'État, et plus particulièrement si cet État rapatrie l'ensemble des juridictions et des moyens d'interventions.

Concluons, enfin, en disant que si l'on voit dans l'énoncé de politique économique du PQ l'omniprésence de l'État, celui-ci se perçoit nettement comme un agent actif «soutien à l'entreprise privée et coopérative ⁸⁹». Si l'État se veut le régulateur global, le «capitaliste collectif», l'essence du projet péquiste veut tout de même que: «Les décisions d'entreprendre, d'investir, d'ouvrir de nouveaux marchés dépendent principalement du secteur privé ⁹⁰.» Si cette profession de foi dans l'entreprise privée a pu être interprétée, faussement, comme un «virage à droite», c'est qu'on avait oublié que «les ministres à vocation économique du gouvernement Lévesque répètent depuis trois ans leur attachement à la libre entreprise ⁹¹».

D'autre part, si on y parle beaucoup des P.M.E., ce n'est pas pour en faire l'apologie mais bien dans le but de résoudre leurs problèmes, de faire en sorte qu'elles ne soient plus des P.M.E. ! Le projet péquiste est ailleurs.

Les succès fulgurants de certains entrepreneurs québécois en Beauce, au Saguenay-Lac-Saint-Jean, en Abitibi, qui ont quitté avec brio le ghetto de la P.M.E.,

⁸⁶ Bâtir le Québec, op. cit., p. 97.

⁸⁷ Conférence au sommet.... op. cit., p. 201.

⁸⁸ Voici un bref aperçu des mesures énoncées dans Bâtir le Québec

⁸⁹ Bâtir le Québec, op. cit., p. 73.

⁹⁰ Ibid, p. 79.

⁹¹ Dubuc, Alain, La Presse, 8 septembre 1979.

semblent en effet indiquer qu'une relance de l'entreprise québécoise est à la fois possible et fructueuse et le gouvernement veut en faire un modèle de développement ⁹².

Rappelons que le PQ vise aussi prioritairement une restructuration globale de l'économie québécoise, c'est-à-dire sa modernisation et sa spécialisation dans la perspective d'une nouvelle interdépendance avec l'économie continentale et d'une véritable «émancipation» pour le capital québécois.

Jacques Parizeau, lors du débat sur la question référendaire, faisant allusion au déplacement de «certaines sociétés» canadiennes et d'un «certain nombre d'anglophones qui préfèrent poursuivre leur vie en Ontario», affirmait que face à ce mouvement, une «vague d'hommes nouveaux, francophones pour la plupart, ambitieux comme il faut l'être dans ce milieu, (veulent) toutes les places tout de suite...»

4. La nature de class du Parti québécois

[Retour à la table des matières](#)

L'analyse du discours idéologique, de la pratique du pouvoir et du projet plus global de société du PQ a porté jusqu'ici essentiellement sur des considérations économiques. C'est donc dans cette perspective et à partir de ces indices, que nous fonderons notre caractérisation de la nature de classe de cette formation politique.

Notons tout d'abord que l'exercice du pouvoir par le PQ survient dans une conjoncture d'approfondissement et d'aggravation de la crise du système capitaliste mondial qui n'est pas sans avoir d'effets dramatiques pour les travailleurs québécois; on connaît en effet le taux de chômage actuel, mais plus que les statistiques alarmantes, il faut voir dans ce phénomène une des principales contradictions du système capitaliste.

Le PQ est donc venu au pouvoir dans cette conjoncture difficile et a géré la crise; qui plus est, il a géré la crise avec une problématique d'austérité marquée par la même rationalité de coupure des dépenses sociales et de frein aux revendications des

⁹² Ibid.

travailleurs et des milieux populaires que la plupart des gouvernements bourgeois des pays capitalistes avancés.

Si l'on trace un rapide bilan de la pratique péquiste du pouvoir face aux classes dominantes, on est amené à voir que le capital québécois, mais aussi les représentants du capital canadien et américain, ont trouvé dans le gouvernement du PQ une «administration compétente» et un bon gestionnaire de la crise. Mais, comme nous l'avons vu, les mesures entreprises par cette administration visaient de façon privilégiée le capital québécois proprement dit.

En effet, les mesures ponctuelles, l'énoncé de politique économique, et plus globalement le projet politique péquiste, répondent largement aux aspirations de ce capital. Pour lui, objectivement, la souveraineté signifie un accroissement de la capacité d'intervention de l'État, mais aussi et surtout ce projet annonce la possibilité «d'une renégociation des places respectives dans la distribution des instruments de développement et donc des effets du développement⁹³», et ceci surtout face au capital canadien. Dans cette perspective d'émancipation et de promotion du capital québécois, le PQ entend réorganiser et concentrer le capital local mais sans heurter de front le capital américain.

La pratique du pouvoir du PQ et la nature de son projet politique et économique font indéniablement de cette formation politique un parti défendant les intérêts de la bourgeoisie, et, plus particulièrement du capital québécois.

Il est important de souligner, par ailleurs, que le PQ n'est pas un parti social-démocrate. Il n'a pas et n'a jamais eu de lien organique avec le mouvement syndical; même s'il n'est pas étranger aux luttes de la classe ouvrière.

Dans une perspective plus large, par ailleurs, on ne peut oublier ou passer sous silence d'autres aspects du bilan législatif du PQ⁹⁴. En effet, en matière de zonage agricole, de politique de l'environnement, d'assurance automobile, de condition féminine, etc., le PQ s'est montré réformateur. Sur ces terrains, en effet, il est certain que les travailleurs, les agriculteurs, les femmes, les handicapés, etc. ont fait quelques gains, aussi limités soient-ils. On pourrait même croire que dans la perspective d'un gouvernement plus réactionnaire, certains de ces acquis pourraient être remis en question.

⁹³ Levasseur, Carol et Lacroix, Jean-Guy, «Rapports de classes et obstacles économiques à l'association», Les Cahiers du socialisme, no 2, automne 1978, p. 102.

⁹⁴ Voir, par exemple Bélanger, Yves, Alliance de classe et nature de classe du PQ, Document de travail, Centre de formation populaire, février 1980. Désy, Marielle et al, La Conjoncture au Québec au début des années 80, les enjeux pour le mouvement ouvrier et populaire, Rimouski, La Librairie socialiste de l'Est du Québec, 1980.

Face aux travailleurs, le PQ se distingue des partis bourgeois qui l'ont précédé par sa stratégie intégrationniste. Nous faisons référence ici à sa politique de concertation telle que mise de l'avant à l'occasion des sommets et des mini-sommets économiques, par exemple.

L'importance de cette pratique est double: d'une part en tant qu'élément fondamental de sortie de la crise actuelle, et d'autre part parce que le projet péquiste de souveraineté-association exige l'appui de la classe ouvrière. En tant que stratégie face à la crise d'abord:

L'idée de concertation est ainsi inséparable de l'idée de sacrifices, de restrictions volontaires, en principe réciproques, dans l'intérêt national... une telle politique vise à obtenir des travailleurs une modération de leurs revendications, un accroissement du travail et un arrêt des luttes ⁹⁵.

Mais plus encore, en tant que projet global et tentative d'établissement d'un nouveau «contrat social», la concertation (qui se traduit pour les travailleurs par la collaboration de classe) est vitale pour le PQ dans sa perspective de souveraineté rassurante et d'association harmonieuse car, de fait, ce projet «n'a aucune chance de se matérialiser si la classe ouvrière au Québec remet en cause la logique du profit ⁹⁶».

Fin du texte

⁹⁵ Beaulne, Pierre, Social-démocratie: l'Allemagne, Montréal, Dossier

⁹⁶ Levasseur, Carol et Lacroix, Jean-Guy, op. cit., p. 104.